



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la protection
des populations de la Manche**

Service protection de l'environnement
477 Boulevard de la Dollée
BP 90286
50000 Saint-Lô cedex

Saint-Lô, le 10/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNICUIR (SA)

39 rue de l'abreuvoir
50500 Carentan-les-Marais

Références : DDPP50 2025 00109
Code AIOT : 0055000261

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/01/2025 dans l'établissement UNICUIR (SA) implanté 39 rue de l'abreuvoir 50500 Carentan-les-Marais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection portait sur la vérification des suites données aux prescriptions non conformes lors de l'inspection du 7 décembre 2023, dont notamment les bonnes conditions de stockage et de traitement des sels souillés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNICUIR (SA)
- 39 rue de l'abreuvoir 50500 Carentan-les-Marais
- Code AIOT : 0055000261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Eaux usées industrielles – normes de rejet	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 10.3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité aux dossiers de demande	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traçabilité des déchets et sous-produits d'origine animale	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 11	Sans objet
3	Autres déchets – Sel souillé	Arrêté Préfectoral du 20/08/2008, article 16-3	Sans objet
4	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	Sans objet
5	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 20/08/2008, article 11	Sans objet
6	Exploitation des installations	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 7	Sans objet
7	Eaux pluviales – site principal	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 9.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non conformités concernant le stockage et le traitement des sels souillés relevées lors de l'inspection du 7 décembre 2023 ont été levées.

Les derniers résultats d'analyses réalisées sur les effluents ne respectent pas la convention de rejet en matière de débit et de flux de pollution.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité aux dossiers de demande

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Champ d'application
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté préfectoral, de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°08-905-IC du 20 août 2008 et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Une demande d'augmentation de la capacité annuelle de production a été adressée par l'exploitant à la DDPP le 12 janvier 2024. Une demande de compléments a été adressée par la Préfecture à l'exploitant en date du 7 mai 2024 et reste en attente d'un retour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traçabilité des déchets et sous-produits d'origine animale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 11
Thème(s) : Situation administrative, Déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure du respect des exigences réglementaires applicables aux sous-produits animaux en matière de tri, catégorisation, traçabilité, étiquetage, stockage, transport et traitement ou valorisation. L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ainsi que tous les documents attestant de leur prise en charge et de leur élimination (contrats, factures) par des sociétés spécialisées. Le registre peut être contenu dans un document papier ou

informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.
Constats : Un registre des déchets a été mis en place depuis le 1er janvier 2024 Une copie a été communiquée à l'inspection des installations classées le jour de l'inspection, ainsi que les justificatifs relatifs au traitement des sels souillés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autres déchets – Sel souillé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2008, article 16-3
Thème(s) : Autre, Déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : Le sel fait l'objet de plusieurs récupérations et réutilisations successives. Une fois saturé de graisse, n'étant plus utilisable pour l'activité de l'entreprise, il est évacué à destination d'une entreprise qualifiée pour traiter et recycler le produit.
Constats : conforme Les sels souillés sont traité à l'ISDND de Beauchêne située à Saint-Fromond et exploitée par le syndicat mixte du Pont fort. Une convention de traitement a été signée avec la collectivité le 16 janvier 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Les sacs de sels souillés sont stockés sous hangar.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2008, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques. Ceci doit conduire à la réduction des quantités rejetées.
Constats : Les sacs de sels souillés sont stockés sous hangar.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement,

<p>l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; • la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ; • prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. <p>L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation, par des organismes compétents et agréés aux frais de l'exploitant, visant à vérifier les effets de l'établissement sur l'environnement.</p> <p>Constats : Les sacs de sels souillés sont stockés sous hangar.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 7 : Eaux pluviales – site principal

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée : Partie nord du site : Les eaux pluviales sont dirigées vers un bassin de régulation de 670 m³, étanché par la mise en place d'une membrane d'étanchéité de type EPDM. En aval du bassin, un poste de relevage, équipé d'une pompe de 20 m³/h, permet de réguler le débit en sortie de bassin. Les eaux pluviales passent ensuite par un séparateur à hydrocarbures. Un point de prélèvement est accessible avant le rejet au milieu naturel.</p> <p>Constats : Le jour de l'inspection il a été vérifié que la grille de la cour rejoignait bien de réseau de collecte des eaux pluviales, ce qui s'est avéré être bien le cas.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Eaux usées industrielles – normes de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 10.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents admis dans le réseau en sortie de prétraitement, pour l'ensemble des exploitations, devront respecter les normes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5. - la température maximale de l'effluent est de 30°C. <p>L'effluent ne contient pas d'éléments toxiques, d'hydrocarbures et de dérivés halogénés, de composés cycliques, de tout élément qui contribuerait à favoriser la manifestation d'odeurs, de saveurs ou de colorations anormales.</p> <p>L'effluent contient moins de 150 mg/l de graisses. (<i>paramètre non repris dans l'avenant à la convention de rejet en date du 21/06/2023</i>)</p> <p>Le débit journalier maximum global est de 10 m³/j. (<i>volume porté à 15 m³/j par avenant à la convention de rejet en date du 21/06/2023</i>)</p>

Les flux totaux rejetés par les effluents de l'ensemble des sites respectent les paramètres suivants :

- matières en suspension (MES) : 15 kg/j ; (flux porté à 20 kg/j par avenant à la convention de rejet en date du 21/06/2023)
- demande chimique en oxygène (DCO) : 45 kg/j ; (flux porté à 55 kg/j par avenant à la convention de rejet en date du 21/06/2023)
- demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) : 15 kg/j ; (flux porté à 25 kg/j par avenant à la convention de rejet en date du 21/06/2023)
- chlorures : 4 kg/j. (flux non repris dans l'avenant à la convention de rejet en date du 21/06/2023, mais concentration maximale en chlorures fixée à 210 000 mg/L dans cet avenant)

L'exploitant fera procéder à des prélèvements, simultanément sur chacun des 3 points de rejet, par un laboratoire agréé en vue de vérifier le respect des paramètres ci-dessus (pH, T°C, graisses, débit journalier, MES, DCO, DBO5 et chlorures), selon un rythme minimal semestriel et les transmettra par courrier à l'inspection des installations classées. Le suivi est réalisé à partir d'échantillons prélevés sur une durée de 24 heures, proportionnellement au débit et conservés en enceinte réfrigérée.

Le résultat de ces mesures est porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise, en réduisant ou arrêtant si nécessaire les activités concernées.

Constats :

Les dernières analyses en date du 10 décembre 2024 ont bien été réalisées, pour les deux points de prélèvement d'eaux usées « R1 » et « R2 » situés rue de l'abreuvoir sur des prélèvements réalisés sur 24 heures asservis au débit. Une mesure de débit sur 24 heures a bien pu être réalisée sur chacun de ces deux points.

Les résultats obtenus le 10/12/2024 respectent les concentrations maximales fixées par la convention de rejet en date du 21/06/2023 mais ne respectent pas la convention de rejet sur les points suivants :

- débit : le débit cumulé sur les deux points de mesure s'élève à 38,6 m3/j (au lieu de 15 m3/j autorisés) ;
- flux en DBO5 et DCO : sur le point de rejet « R2 » les flux s'élèvent respectivement à 78 et 171 kg/j et au cumul, sur les deux points de rejet, respectivement à 84,2 et 204,9 kg/j (au lieu de 25 et 55 kg/j respectivement autorisés).

Des dispositions devront donc être prises pour réduire la pollution émise. Ces dispositions devront être portées à la connaissance du service de l'inspection des installations classées avant mise en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois